

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Emissions et cotations

### Valeurs françaises

**CABASSE**

Société anonyme au capital de 657 794,50 euros  
Siège social : 210, rue René Descartes 29280 Plouzané  
352 826 960 RCS Brest

**AVIS AUX ACTIONNAIRES****Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires nouvelles**

**Objet de l'insertion.** – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société Cabasse (ci-après la « **Société** ») d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et admission sur le marché Euronext Growth Paris des droits préférentiels de souscription ainsi que des actions nouvelles.

**Caractéristiques de la Société**

**Dénomination sociale** – La Société a pour dénomination Cabasse

**Forme de la société** – La société est une société anonyme à conseil d'administration.

**Numéros d'identification** – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : 352 826 960 RCS Brest – Identifiant SIRET du siège social : 352 826 960 00044.

**Adresse du siège social** – Le siège de la Société est fixé : 210, rue René Descartes 29280 Plouzané.

**Montant du capital social** – Le capital social est fixé à la somme de 657 794,50 € et est divisé en 1 315 589 actions de 0,50 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

**Objet social** – La Société a pour objet :

- L'élaboration et la construction de tous matériels électronique, acoustique, électro-acoustique, informatique et industriel ;
- L'achat et la vente de tous matériels électronique, acoustique, électro-acoustique, informatique et industriel ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet ;

Et en général, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières et mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La Société pourra agir tant en France qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association ou société, avec toutes autres sociétés, groupements ou personnes à réaliser sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les opérations entrant dans son objet.

Elle pourra également prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes affaires et entreprises françaises et étrangères, quel que soit leur objet.

**Durée** – La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (soit jusqu'au 28 décembre 2088), sauf dissolution anticipée ou prorogation.

**Législation applicable** – La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par la loi française.

**Exercice social** – Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier d'une année civile et se termine le 31 décembre de la même année civile.

**Obligations convertibles en actions émises** – Le 12 décembre 2022, Cabasse a procédé à l'émission de 176 928 obligations convertibles en actions (OC) d'une valeur nominale unitaire de 14,13 € pour un montant de 2 499 992,64 € nets souscrites par des FCPI. Elles portent intérêt au taux d'intérêt annuel de 10 % pendant une durée de 5 ans. Les intérêts sont versés trimestriellement en numéraire. Les obligations seront convertibles à l'initiative des porteurs selon une parité de 1 obligation pour 1 action nouvelle de la Société. Le remboursement du principal interviendra à l'échéance le 12 décembre 2027. A défaut de conversion pendant la durée de l'Emprunt, une prime de non-conversion sera capitalisée et égale à un intérêt complémentaire de 4 % par an soit un taux d'intérêt global de 14 %, à courir à compter de la date de libération par l'Obligataire concerné jusqu'à la date de remboursement complet.

**Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne** – Néant

**Catégories d'actions émises et leurs caractéristiques** – Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire et donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La Société est autorisée à demander à tout moment, auprès de l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières, les renseignements prévus par la loi et la réglementation applicable relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires.

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR001400DIY6 et le mnémonique "ALCAB".

**Cession et transmission** – Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social (actions nominatives) ou par un intermédiaire financier habilité (actions au porteur).

Les valeurs mobilières sont librement négociables.

**Droits et Obligations attachés aux actions** – Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué :

- à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire ;
- aux actions nominatives attribuées à un actionnaire, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Ce droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété. Néanmoins, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans ci-dessus mentionné, tout transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donations entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible. Il en est de même en cas de conversion d'actions de préférence en actions ordinaires, ou de transfert par suite d'une fusion ou d'une scission d'une société actionnaire.

**Franchissements de seuils** – Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce, qui vient à détenir ou cesse de détenir un nombre d'actions représentant une fraction égale à 7,5 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, ou une fraction égale à 2,5 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société, au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation susvisé, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus. La personne tenue à l'information prévue ci-dessus précise le nombre de titres qu'elle possède donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés ainsi que toutes autres informations requises par les textes.

En outre, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir ou cesse de détenir un nombre d'actions représentant une fraction égale à 50 % ou 95 % du capital social ou des droits de vote de la Société est tenue d'en informer l'Autorité des Marchés Financiers au plus tard avant la clôture du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation susvisé, dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par les dispositions du Code de commerce.

**Assemblées d'actionnaires** – Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi. Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration, soit par les Commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées Générales Ordinaires, Extraordinaires ou Spéciales selon la nature des décisions qu'ils sont appelés à prendre.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

L'ordre du jour des Assemblées figure sur les avis et lettres de convocation ; il est arrêté par l'auteur de la convocation.

Il est justifié du droit de participer aux Assemblées par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce, au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité mentionné à l'article L.211-3 du Code monétaire et financier. L'inscription en compte des titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

Un actionnaire peut toujours se faire représenter aux Assemblées par un autre actionnaire, son conjoint, le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou par toute autre personne physique ou morale de son choix. Le mandat ainsi que, le cas échéant sa révocation, sont écrits et communiqués à la Société.

Les actionnaires peuvent, dans toutes les Assemblées, voter par correspondance dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires. Pour être pris en compte, tout formulaire de vote doit avoir été reçu par la Société trois jours avant l'Assemblée.

Les actionnaires peuvent, dans les conditions fixées par les lois et règlements, adresser leur formule de procuration et/ou de vote par correspondance concernant toute Assemblée soit sous forme de papier, soit, sur décision du Conseil d'administration, par télétransmission.

Un actionnaire qui a exprimé son vote par correspondance ou à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée. Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

Une feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, et le cas échéant les formulaires de votes par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les Assemblées Générales pourront également, sur décision du Conseil d'administration, être organisées par visioconférence ou par l'utilisation de moyens de télécommunication permettant l'identification des actionnaires.

Lorsqu'il en existe un au sein de la Société, deux membres du Comité social et économique, désignés par le Comité, peuvent assister aux Assemblées Générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des actionnaires.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par le Vice-Président le plus âgé ou, en l'absence de Vice-Président, par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil d'administration. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateur sont remplies par les deux membres de l'Assemblée présents et acceptant ces fonctions qui disposent du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le Secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires.

Le scrutin secret peut être décidé :

- soit par le Conseil d'administration ;
- soit par les actionnaires représentant au moins le quart du capital social et à la condition que le Conseil d'administration ou l'auteur de la convocation en ait reçu la demande écrite deux jours ouvrés au moins avant la réunion.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exerçant les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi. Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'Assemblée sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'administration, par le Directeur général ou par le Secrétaire de l'Assemblée.

**Bilan** – Le bilan de la Société arrêté au 31 décembre 2022 est publié en annexe.

#### **Cadre juridique de l'augmentation de capital**

**Prospectus** – En application des dispositions de l'article L.411-2-1 1° du Code monétaire et financier et de l'article 211-2 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« AMF »), la présente émission ne donne pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'AMF dans la mesure où le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8M€.

**Assemblée générale ayant autorisé l'émission** – L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires qui s'est tenue le 23 juin 2023 a délégué sa compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions fixées dans la 7<sup>ème</sup> résolution.

**Décision du Conseil d'Administration ayant subdélégué sa compétence au Directeur Général pour procéder à l'émission** – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Mixte visée ci-dessus, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa séance du 22 février 2024, a décidé de procéder à l'émission d'Actions Nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription, avec subdélégation au Directeur Général des pouvoirs nécessaires à sa réalisation.

**Décision du Directeur Général décidant l'émission** – En vertu de la subdélégation qui lui a été consentie par le Conseil d'Administration visé ci-dessus, le Directeur Général de la Société a, le 28 février 2024, fixé les modalités de l'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription dans les conditions et modalités présentées ci-après.

#### **Caractéristiques et modalités de souscription des Actions Nouvelles.**

**Nombre d'actions nouvelles à émettre** – Le nombre total d'actions nouvelles à émettre (collectivement les « **Actions Nouvelles** » et individuellement une « **Action Nouvelle** ») s'élève à 1 023 232 soit une augmentation de capital de 511 616 euros hors prime d'émission.

Ce nombre d'Actions Nouvelles a été déterminé en considération du nombre d'actions actuellement émises par la Société (soit 1 315 589 actions).

Le nombre d'Actions Nouvelles à émettre pourra être augmenté dans la limite de 1 028 500, soit une augmentation de capital de 514 250 euros hors prime d'émission, plafond maximum autorisé par l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 23 juin 2023, en cas d'exercice d'instruments financiers donnant accès au capital avant le détachement des droits préférentiels de souscription prévu le 5 mars 2024.

**Prix de souscription.** – Le prix de souscription a été fixé à 1,87 € par Action Nouvelle soit 0,50 € de valeur nominale et 1,37 € de prime d'émission, représentant une décote de 15 % par rapport au cours de clôture du 28 février 2024 (2,20 €) précédant la fixation du prix de l'émission par le Directeur Général.

**Dates d'ouverture et de clôture de la souscription.** – du 7 mars 2024 au 21 mars 2024.

**Souscription à titre irréductible.** – La souscription des Actions Nouvelles est réservée, par préférence, aux porteurs d'actions existantes enregistrées comptablement sur leurs compte-titres à l'issue de la journée précédant la date d'ouverture de la période de souscription et aux cessionnaires de droits préférentiels de souscription (DPS). Les titulaires de droits préférentiels de souscription pourront souscrire à titre irréductible, à raison de 7 Actions Nouvelles pour 9 actions existantes possédées, soit 7 DPS qui permettront de souscrire à 9 Actions Nouvelles, sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Les droits préférentiels de souscription ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les actionnaires ou cessionnaires de DPS qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition ou de la cession sur le marché du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

**Souscription à titre réductible.** – Il est institué, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription (DPS) à titre réductible aux Actions Nouvelles qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de DPS pourront souscrire à titre réductible le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'Actions Nouvelles résultant de l'exercice de leurs droits préférentiels de souscription à titre irréductible.

Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible seront servis dans la limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Action Nouvelle.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'Actions Nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des Actions Nouvelles à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social de la société et par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées pour des souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

**Exercice du droit préférentiel de souscription.** – Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription (DPS), les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment pendant la durée de la période de souscription, soit entre le 7 mars 2024 et le 21 mars 2024 inclus et payer le prix de souscription correspondant.

Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Le droit préférentiel de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Le droit préférentiel de souscription sera négociable du 5 mars 2024 au 19 mars 2024 inclus, dans les mêmes conditions que les actions anciennes.

Le cédant du droit préférentiel de souscription s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action existante.

Les droits préférentiels de souscription non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

**Cotation du droit préférentiel de souscription.** – A l'issue de la séance de Bourse du 6 mars 2024, les actionnaires de Cabasse recevront 1 DPS pour chaque action détenue (soit au total 1 315 589 DPS émis, ce nombre pouvant être augmenté dans la limite de 1 322 357, en cas d'exercice d'instruments financiers donnant accès au capital avant le détachement des droits préférentiels de souscription prévu le 5 mars 2024). Chaque actionnaire détenant 9 DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à 7 Actions Nouvelles (et des multiples de ce nombre) au prix unitaire de 1,87 €.

Ils seront cotés et négociés sur Euronext Growth, sous le code ISIN FR001400OF92 du 5 mars 2024 au 19 mars 2024 inclus. A défaut de souscription ou de cession de ces DPS, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

**Demandes de souscription à titre libre.** – En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées ci-avant, toute personne physique ou morale, détenant ou non des droits préférentiels de souscription, pourra souscrire à la présente augmentation de capital à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, étant précisé que le conseil d'Administration de la Société disposera de la faculté de répartir librement les actions non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

**Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues par la Société.** – En application de l'article L. 225-206 du Code de commerce, Cabasse ne peut souscrire à ses propres actions. Les droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues de la Société seront cédés sur le marché avant la fin de leur période de négociation dans les conditions de l'article L. 225-210 du Code de commerce.

**Limitation de l'augmentation de capital.** – Dans le cas où les souscriptions tant à titre irréductible qu'à titre réductible n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'Administration pourra limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions reçues, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, à la condition que celui-ci atteigne au moins 75 % du montant de l'émission décidée.

**Établissements domiciliaires. – Versements des souscriptions.** – Les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits sous la forme nominative administrée ou au porteur, seront reçus jusqu'à la date de clôture de la période de souscription incluse auprès de leur intermédiaire habilité agissant en leur nom et pour leur compte.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus sans frais auprès de Uptevia.

Les Actions Nouvelles seront à libérer intégralement lors de leur souscription, par versement en espèces, pour la totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission, étant précisé que le montant de la prime d'émission versée sera inscrit au passif du bilan dans un compte spécial « Prime d'émission » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez Uptevia, qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

**Restrictions de placement** – La vente des Actions Nouvelles et des droits préférentiels de souscription peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique.

**Garantie** – L'offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin, au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

**Engagements de souscription** – Veom Group, actionnaire détenant environ 39 % du capital social, s'est engagé à souscrire à titre libre pour un montant maximum de 550.000€, par compensation avec la créance de son compte courant d'actionnaire. Cette souscription à titre libre sera déclenchée dans le cas où les actions nouvelles n'auraient pas été souscrites à hauteur de 75 % à la clôture de la période de souscription à titre irréductible et réductible.

Un actionnaire minoritaire détenant environ 1,6 % du capital social, s'est engagé à souscrire à titre libre pour un montant de maximum 500.000 €.

Maitice Gestion, s'est engagé à souscrire à titre libre pour un montant maximum de 300.000 €.

Ces deux souscriptions à titre libre seront déclenchées dans le cas où les actions nouvelles n'auraient pas été souscrites à hauteur de 100% à la clôture de la période de souscription à titre irréductible et réductible.

L'ensemble de ses engagements représente 71 % de l'augmentation de capital envisagée.

La Société n'a pas connaissance des intentions de ses autres actionnaires.

**Jouissance** – Les actions nouvelles porteront jouissance courante et seront assimilables aux actions existantes de la Société.

**Place et date de cotation.** – Les actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth le 28 mars 2024. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société déjà négociées sur le marché Euronext Growth et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN FR001400DIY6 – mnémo ALCAB.

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, la date de livraison prévue des actions nouvelles est prévue le 28 mars 2024.

*Pour Cabasse*  
*Le président du Conseil d'Administration*  
*Monsieur Alain Molinié*

**Annexe**  
**Bilan de la Société au 31 décembre 2022**

<b>ACTIF</b> <i>(Données en milliers d'euros)</i>	<b>Brut</b> <b>31/12/2022</b>	<b>Amortissements</b> <b>et dépréciations</b>	<b>Net</b> <b>31/12/2022</b>	<b>Net</b> <b>31/12/2021</b>
Immobilisations incorporelles	1 266,6	520,5	746,1	130,6
Immobilisations corporelles	7 009	4 748,3	2 260,7	2 200,8
Immobilisations financières	64,5		64,5	27
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>8 340,1</b>	<b>5 268,7</b>	<b>3 071,4</b>	<b>3 056,7</b>
Stocks et en-cours	3 284,8	105,1	3 179,7	2 990,8
Avance et acomptes versés sur commandes	776,1		776,1	874,8
Créances clients et comptes rattachés	670,3	42,1	628,2	625
Autres créances	885,5		885,5	1 217,6
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 946,7		3 946,7	1 692,8
Charges constatées d'avance	205,1		205,1	174,4
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>9 768,5</b>	<b>147,3</b>	<b>9 621,3</b>	<b>7 575,3</b>
Écart de conversion actif				0,1
<b>Total de l'actif</b>	<b>18 108,6</b>	<b>5 416</b>	<b>12 692,6</b>	<b>10 632,7</b>



<b>PASSIF</b> <i>Données en milliers d'euros</i>	<b>Net</b> <b>31/12/2022</b>	<b>Net</b> <b>31/12/2021</b>
Capital social	605,8	1 000
Primes d'émission	1 126,3	
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Report à nouveau	514,3	-442,4
Résultat de l'exercice	-1 282,3	-222,9
Subventions d'(investissement	4	4,6
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>968</b>	<b>339</b>
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	303	307,8
Emprunts obligataires convertibles	2 511,6	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 296,8	3 462,6
Emprunts et dettes financières diverses	1 467,9	3 248,1
Avances et acomptes reçus	124	24,6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 215,9	2 304,7
Dettes fiscales et sociales	542,4	666,3
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	83,9	172,8
Produits constatés d'avance	179	105,2
<b>Total des dettes</b>	<b>11 421,5</b>	<b>9 984,4</b>
Ecart de conversion passif		1,1
<b>Total du passif</b>	<b>12 692,6</b>	<b>10 632,7</b>